

Le budget—M. Nystrom

L'Agence d'examen de l'investissement étranger, l'AEIE, constitue l'autre source de nos préoccupations. Au contraire de ce qu'affirment un grand nombre d'hommes d'affaires canadiens, l'AEIE est un organisme fort timide. C'est un chien de garde aux crocs émoussés. Il faut à tout prix donner plus de mordant à cet organisme. Pour vous citer un exemple de son inefficacité, cet organisme n'examine que 8 p. 100 des projets étrangers d'expansion au Canada, puisque selon son mandat, il ne peut se pencher que sur les nouveaux investissements, les mainmises effectuées par des étrangers et les projets d'expansion des sociétés étrangères dans des domaines qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. L'Agence n'est pas autorisée à se pencher sur les répercussions plus importantes dans leur domaine d'activité actuel de l'expansion des sociétés étrangères déjà établies chez nous.

En 1980, le parti libéral a promis à l'électorat canadien qu'il élargirait le mandat de l'AEIE en lui accordant le pouvoir de procéder à des examens périodiques des investissements de l'ensemble des sociétés étrangères établies au Canada, pour s'assurer que leur activité sert l'intérêt bien compris du pays. C'est une des raisons pour lesquelles les Canadiens ont voté en faveur des libéraux, mais ces derniers n'ont pas tenu leurs promesses.

M. Lambert: Qui prétend qu'ils ont eu tort?

M. Nystrom: Vraiment les conservateurs m'étonnent. A une certaine époque, ils se présentaient comme un parti nationaliste épousant l'idéologie de Macdonald, Diefenbaker et d'autres. Ils se sont soudain convertis à la politique de C.D. Howe et à la thèse continentaliste. Ce n'est pas dans cette voie que les Canadiens veulent aller. Ils veulent des buts et des objectifs vraiment canadiens. Ils veulent qu'en collaboration avec d'autres citoyens, leurs parlementaires veillent à ce que cette année nous commencions à rapatrier notre économie pour devenir maîtres chez nous.

Il est grand temps de commencer. D'autres pays industrialisés l'ont déjà fait, notamment le Japon, l'Allemagne et la France, qui avaient été pratiquement détruits pendant la Seconde Guerre mondiale. S'ils y parviennent avec moins de ressources, une superficie plus réduite et sans notre potentiel d'énergétique, nous pouvons certainement faire mieux qu'eux et affirmer notre souveraineté économique.

M. Evans: Monsieur le Président, les propos du député à l'égard de la mainmise étrangère m'ont vivement intéressé. Il a déjà tenu de semblables discours et il a très bien su faire valoir la nécessité qu'il y a pour les Canadiens d'être maîtres de leur économie.

Mais comment alors peut-il concilier sa position avec celle de son parti qui s'oppose au budget sous prétexte qu'il insiste trop sur l'épargne et l'investissement et qu'il incite les Canadiens à investir dans leur pays et à acheter des actions des entreprises canadiennes, tandis que les néo-démocrates voudraient qu'il favorise la consommation et accorde davantage de concessions fiscales, de façon à accroître la consommation aux

dépens de l'épargne et de l'investissement? Comment explique-t-il son souci de la mainmise étrangère, alors que son parti s'oppose aux stimulants mis en œuvre pour inciter les Canadiens à acheter des industries canadiennes et à investir dans leur propre pays?

M. le vice-président: Le député devra donner ses explications après l'ordre du jour, cet après-midi.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

L'ÉNERGIE**LE COÛT ÉLEVÉ DE L'ESSENCE AU QUÉBEC—LE DÉPART DES QUÉBÉCOIS VERS LES AUTRES PROVINCES**

M. Gaston Gourde (Lévis): Madame le Président, j'aimerais citer et faire miens des extraits d'un article du *Journal du Québec* du vendredi 22 avril 1983:

Le prix de l'essence frise le hold-up au Québec, mais comme on est de bons poissons on ne bronche pas. Et pourtant, faire le plein d'essence nous ruine systématiquement. Un vrai scandale.

Si votre voiture consomme 14 litres aux 100 kilomètres, c'est-à-dire 20 milles au gallon, et que vous roulez 12,000 milles par année, il vous en coûte \$491 de plus par année au Québec qu'en Ontario pour faire le plein. Près de \$500! \$500 de plus en taxes.

Mais si vous roulez 20,000 milles et 50,000 milles par année, les chiffres frisent la démente. A 20,000 milles par année, la différence entre le Québec et l'Ontario est de \$818. A 50,000 milles, un représentant de commerce par exemple, la différence est de \$2,045 de plus par année pour l'essence seulement.

Mme le Président: A l'ordre! Le député est-il toujours en train de citer un article? Les longues citations ne sont pas permises dans ces déclarations de députés. On peut en accepter quelques lignes, mais ce n'est pas l'endroit où lire des articles.

M. Gourde: Madame le Président, je citais un article du *Journal de Québec*, et je voulais faire miens les éléments de la citation. En fait, il s'agit du *Journal de Québec* de vendredi dernier. Je voulais tout simplement indiquer que le coût de l'essence au Québec est exorbitant, tenant compte de la taxe ascenseur de M. Parizeau en fonction des taxes qui sont payées par les Canadiens dans les autres provinces. Et le journaliste qui, malheureusement, n'a pas signé son nom écrit dans cet article qu'il comprend pourquoi plus de 100,000 Québécois ont quitté la province depuis 1976. Parce que c'est une situation absolument invivable qui contribue à provoquer le départ des Québécois vers les autres provinces.